



## PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 12 AVRIL 2023

L'an deux mille vingt-trois, le douze avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué s'est réuni au siège de la Communauté de communes de la Marche berrichonne à AIGURANDE, en session ordinaire, sous la présidence de M. Pascal COURTAUD, Président.

Etaient présents : M. Pascal COURTAUD, Mme Virginie FONTAINE, M. Bruno SIMON, M. Bernard MITATY, M. Laurent BRE, M. Jean-Michel DEGAY, M. Bernard MAILLIEN, Mme Marie-Laure GIRAUDET, M. Philippe ALLELY, M. Julien BEGAT, Mme Christine SAUVARD, M. Gérard LAGOUTTE, M. Maurice DESRIERS, M. Bernard FOULATIER, M. Philippe MAUGRION, M. Armand PINTON, M. Pascal CUTARD, M. Daniel CALAME, M. Rémy DEGUET et M. Joël LABAYE, conseillers communautaires.

Etaient absents : Mme Jacqueline MAITRE, M. Daniel DAUDON (excusé), Mme Sabine GONNARD (excusée), Mme Béatrice BARNOLE (excusée), M. Nicolas CHIAPPE (excusé) et Mme Camille DESABRES.

Pouvoirs : M. Daniel DAUDON a donné pouvoir à M. Julien BEGAT.  
Mme Béatrice BARNOLE a donné pouvoir à M. Bernard MITATY.  
M. Nicolas CHIAPPE a donné pouvoir à M. Pascal CUTARD.

Secrétaire : Madame Christine SAUVARD est désignée secrétaire de séance, à l'unanimité.

Ordre du jour de la séance :

- Reprise anticipée des résultats 2022.
- Budgets primitifs 2023.
- Fiscalité directe locale.
- Constitution de provisions.
- Acquisition d'une benne de collecte ordures ménagères.
- Affaires diverses.

### **DE-20230412-001 - Reprise anticipée des résultats 2022**

#### **Budget principal – Centre de santé – Zone d'activités – Ordures ménagères**

*Reçu à la sous-préfecture le 14 avril 2023*

Monsieur le Président informe le conseil communautaire que l'article L.2311-5 du Code général des collectivités territoriales dispose que les résultats de l'exécution budgétaire sont affectés par le conseil communautaire après constatation des résultats définitifs lors du vote du compte administratif.

Toutefois s'il est possible d'estimer les résultats avant adoption du compte administratif et du compte de gestion, le conseil communautaire peut alors, au titre de l'exercice clos et avant adoption du compte administratif, procéder à la reprise anticipée de ces résultats. La reprise est justifiée par un tableau des résultats d'exécution du budget, ainsi que l'état des restes à réaliser au 31 décembre.

Les résultats de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement ainsi que la prévision d'affectation sont alors inscrits par anticipation au budget primitif de la collectivité.

Les restes à réaliser sont également repris par anticipation.

Si le compte administratif venait à faire apparaître une différence avec les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante devrait procéder à une régularisation et à la reprise des écarts.

Les résultats de l'exercice 2022 se présentent comme suit :

**BUDGET PRINCIPAL**

		Dépenses	Recettes	Solde
Section de fonctionnement	Réalisations de l'exercice	1 308 728,12 €	1 418 102,26 €	109 374,14 €
	Résultats antérieurs reportés		119 407,87 €	119 407,87 €
	Résultat à affecter			228 782,01 €

		Dépenses	Recettes	Solde
Section d'investissement	Réalisations de l'exercice	833 890,68 €	639 851,72 €	- 194 038,96 €
	Résultats antérieurs reportés	113 512,82 €		- 113 512,82 €
	Résultat à affecter			- 307 551,78 €

		Dépenses	Recettes	Solde
Restes à réaliser au 31/12/2022	Fonctionnement			
	Investissement	294 099,76 €	560 244,06 €	266 144,30 €

		Dépenses	Recettes	Solde
Reprise anticipée	Affectation à l'investissement (cpté 1068)			41 407,48 €
	Report en fonctionnement			187 374,53 €

**BUDGET CENTRE de SANTE**

		Dépenses	Recettes	Solde
Section de fonctionnement	Réalisations de l'exercice	122 357,17 €	102 225,15 €	- 20 132,02 €
	Résultats antérieurs reportés		10 970,81 €	10 970,81 €
	Résultat à affecter			- 9 161,21 €

		Dépenses	Recettes	Solde
Reprise anticipée	Report en fonctionnement			- 9 161,21 €

**BUDGET ZONES D'ACTIVITES**

		Dépenses	Recettes	Solde
Section de fonctionnement	Réalisations de l'exercice	2 098,01 €	2 098,01 €	- €
	Résultats antérieurs reportés			
	Résultat à affecter			

		Dépenses	Recettes	Solde
Section d'investissement	Réalisations de l'exercice	6 329,31 €		- 6 329,31 €
	Résultats antérieurs reportés		5 478,25 €	5 478,25 €
	Résultat à affecter			- 851,06 €

		Dépenses	Recettes	Solde
Reprise anticipée	Report en investissement			- 851,06 €

**BUDGET ORDURES MENAGERES**

		Dépenses	Recettes	Solde
Section de fonctionnement	Réalisations de l'exercice	756 140,62 €	783 150,02 €	27 009,40 €
	Résultats antérieurs reportés		78 787,89 €	78 787,99 €
	Résultat à affecter			105 797,39 €

		Dépenses	Recettes	Solde
Section d'investissement	Réalisations de l'exercice	70 723,01 €	56 342,63 €	- 14 380,38 €
	Résultats antérieurs reportés		22 526,80 €	22 526,80 €
	Résultat à affecter			8 146,42 €

		Dépenses	Recettes	Solde
Reprise anticipée	Report en fonctionnement			105 797,39 €
	Report en investissement			8 146,42 €

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2311-5 et R.2311-13,  
Vu les dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M14.

Vu les dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M4.

Vu les pièces justificatives prévues à l'article R.2311-13 du code général des collectivités territoriales.

Il est proposé que l'ensemble de ces montants soient inscrits dans les budgets primitifs, ainsi que le détail des restes à réaliser. La délibération d'affectation définitive du résultat devra intervenir après le vote du compte administratif.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire :

- CONSTATE et APPROUVE la reprise par anticipation des résultats de l'exercice 2022 et les restes à réaliser.

**BUDGET PRIMITIF 2023**

*Reçu à la sous-préfecture le 17 avril 2023*

Les budgets primitifs 2023 de la Communauté, budget principal et budgets annexes "Zones d'activités", "ordures ménagères" et « Centre de Santé » sont adoptés à l'unanimité.

Le budget principal s'élève à 1 702 523,53 € en dépenses et recettes de fonctionnement.

Il dégage un autofinancement de 407 476 € contribuant au financement de l'investissement qui s'élève à 1 846 333,54 €.

Le budget annexe "Centre de Santé" s'équilibre à 131 000 € en fonctionnement.

Le budget annexe "zones d'activités" s'équilibre à 13 818,94 € en fonctionnement et à 10 000 € en investissement.

Le budget annexe "ordures ménagères" s'équilibre à 955 644,39 € en fonctionnement et à 274 714,42 € en investissement.

**DE-20230412-002 - Taux d'imposition des taxes directes locales pour 2023**

*Reçu à la sous-préfecture le 13 avril 2023*

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de fixer comme suit les taux d'imposition des taxes directes locales pour 2023.

- Taxe Foncière bâtie additionnelle	2,47 %
- Taxe Foncière non bâtie additionnelle	6,77 %
- Taxe d'habitation additionnelle	3,00 %
- Cotisation Foncière d'Entreprise additionnelle	3,02 %

---

**DE-20230412-003 - Taxe GEMAPI**


---

*Reçu à la sous-préfecture le 13 avril 2023*

Le Président de la communauté de communes de la Marche berrichonne rappelle que la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) a été instituée par délibération du conseil communautaire en date du 25 septembre 2019.

Il indique que l'exercice de la compétence Gemapi, directement par la communauté de communes pour une partie de son territoire ou par le biais des syndicats d'aménagement du bassin de la Bouzanne ou du bassin de l'Indre pour le reste, entraînera des charges de fonctionnement et d'investissement qu'il convient de financer. Pour l'année 2023, ces charges seront de 25 200 € (identique à 2022).

Sur proposition du Président,

Vu l'article 1530 bis du code général des impôts.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré,

- **ARRETE** le produit fiscal attendu de la taxe GEMAPI pour 2023 à la somme de 25 200 €.
- **CHARGE** le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux.

---

**DE-20230412-004 - Constitution de provisions budgétaires – budget principal**


---

*Reçu à la sous-préfecture le 14 avril 2023*

Le recouvrement des restes à réaliser sur compte de tiers est parfois compromis malgré les diligences faites par le comptable public. Il y a donc un risque d'irrecouvrabilité qui nécessite la constitution d'une provision pour y faire face.

Monsieur le Président propose donc de constituer une provision, d'un montant de 4 000 €, au budget principal.

Il est précisé que cette provision sera semi-budgétaire et constituera ainsi une véritable mise en réserve budgétaire par l'absence d'inscription en section d'investissement de recette en contrepartie.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré,

- **DECIDE** de constituer une provision de 4 000 € au budget principal.

Les crédits nécessaires à la constitution de cette provision sont inscrits au budget primitif 2023 – article 6817.

---

**DE-20230412-005 - Constitution de provisions budgétaires – budget ordures ménagères**


---

*Reçu à la sous-préfecture le 14 avril 2023*

Le recouvrement des restes à réaliser sur compte de tiers est parfois compromis malgré les diligences faites par le comptable public. Il y a donc un risque d'irrecouvrabilité qui nécessite la constitution d'une provision pour y faire face. Monsieur le Président propose donc de constituer une provision, d'un montant de 5 000 €, au budget ordures ménagères.

Il est précisé que cette provision sera semi-budgétaire et constituera ainsi une véritable mise en réserve budgétaire par l'absence d'inscription en section d'investissement de recette en contrepartie.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré,

- **DECIDE** de constituer une provision de 5 000 € au budget ordures ménagères.

Les crédits nécessaires à la constitution de cette provision sont inscrits au budget ordures ménagères 2023 – article 6817.

---

#### **DE-20230412-006 - Acquisition d'une benne ordures ménagères**

---

*Reçu à la sous-préfecture le 14 avril 2023*

Monsieur le Président indique que le parc de bennes de collecte des ordures ménagères de la Communauté de communes est actuellement composé comme suit :

- une benne bi-compartmentée datant de 2012, et utilisée quotidiennement.
- une benne bi-compartmentée datant de 2002, principalement utilisée en remplacement.
- une benne mono-compartmentée datant de 1998, utilisée très occasionnellement.

Il apparaît donc nécessaire de se doter d'une nouvelle benne de collecte bi-compartmentée.

Avec un véhicule 26T, le coût d'un tel équipement est estimé à 300 000 € HT dont 100 000 € pour le véhicule porteur et 200 000 € pour la benne.

Les délais de livraison sont de l'ordre de 18 à 24 mois, actuellement.

Compte tenu du coût estimé de cet équipement (supérieur à 215 000 €) et s'agissant d'un marché public de fournitures, il convient de procéder à un appel d'offres avec publication au JOUE et au BOAMP, ainsi que sur une plateforme de dématérialisation.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire :

- **APPROUVE** l'acquisition d'un véhicule de collecte des ordures ménagères.
- **AUTORISE** le Président à effectuer l'appel d'offres relatif à un marché public à procédure formalisée.

---

#### **DE-20230412-007 - Aide individuelle FIPHFP**

---

*Reçu à la sous-préfecture le 14 avril 2023*

Dans le cadre de la loi du 10 Juillet 1987 en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés, tout établissement privé ou public, d'au moins 20 salariés a l'obligation d'employer 6 % de travailleurs handicapés. La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, complète cette disposition par l'obligation de versement d'une contribution financière au Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) lorsque l'employeur public n'atteint pas ce taux.

En contrepartie, le FIPHFP finance des aides en faveur de l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique.

Dans certaines situations, les agents sont amenés à faire l'avance de frais relatifs à leurs équipements spécifiques (par exemple : achat de prothèses auditives...). Le reliquat de la somme, après d'autres prises en charges (CPAM, Mutuelle...) peut faire l'objet d'une prise en charge complémentaire par le FIPHFP pour toute ou partie de la dépense. Dans ce cas, la somme est versée à la collectivité employeur.

Vu le code général des collectivités territoriales, article L 2121-29

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment les articles 35 et 81

Vu la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987 en faveur des travailleurs handicapés

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

Vu le décret n° 2006-501 du 3 mai 2006 relatif au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique,

Vu la notification de prise en charge de l'aide relative à la demande n° 02ZND327220817095047 accordant un financement de 1 190 €,

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire :

- DONNE son accord sur le versement de l'aide de 1 190 € à l'agent concerné par la demande n° 02ZND327220817095047.

**DE-20230412-008 - Acquisition par lot de conteneurs : dépense imputable en investissement**

*Reçu à la sous-préfecture le 14 avril 2023*

Monsieur le Président informe le conseil communautaire que l'article L.2122-21 du Code général des collectivités territoriales prévoit la possibilité d'imputer en section d'investissement les dépenses d'équipement afférentes à des biens meubles ne figurant pas sur les listes et d'une valeur inférieure à un seuil fixé par arrêté des ministres en charge des finances et des collectivités locales, sur délibérations expresses de l'assemblée.

Ainsi il est proposé que l'achat de conteneurs ordures ménagères acquis par lot puisse être imputé en investissement.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire :

- DECIDE d'imputer l'acquisition de conteneurs par lot en section d'investissement au budget ordures ménagères.

Le Secrétaire de séance,



Le Président,

